

LA NATION

journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 3 fr. 50. Abonnement annuel: 80 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 35 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

Du propriétaire au patriote

On a reproché aux propriétaires immobiliers qui invoquent l'autonomie cantonale contre l'initiative Weber ou la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire d'«instrumentaliser» le fédéralisme à des fins personnelles. Ce reproche n'est pas forcément infondé, reconnaissons-le. Mais reconnaissons aussi qu'on peut l'adresser à la quasi-totalité des citoyens suisses, qui n'invoquent en général les vertus du fédéralisme que lorsqu'une loi fédérale menace leurs finances, leur idéologie ou leurs convictions morales.

Il y aurait autant de raisons, d'ailleurs, et des meilleures, de blâmer ceux qui font étalage de leurs convictions fédéralistes mais en font litière chaque fois qu'ils peuvent contourner d'éventuels obstacles cantonaux en passant par l'administration fédérale.

Un conseiller d'Etat est toujours plus sensible aux méfaits de la centralisation quand celle-ci le dépossède d'une partie de ses pouvoirs. Le conseiller d'Etat Maillard est très fédéraliste quand Berne lui marche sur les pieds, son collègue Broulis ne l'est pas moins en matière fiscale.

Faut-il le leur reprocher, ou se contenter d'un fédéralisme à éclipse, jugeant que ça vaut mieux que pas de fédéralisme du tout, et avec l'espoir qu'ils finiront même par apprécier le charme séculaire de la souveraineté cantonale?

Ce fédéralisme intermittent relève souvent moins de la déloyauté intellectuelle que d'une capacité insuffisante d'imagination: il n'est pas toujours facile de se représenter concrètement la portée et les effets d'une nouvelle loi. Ça l'est forcément davantage quand le sujet nous touche de près.

On pense ordinairement qu'il n'y a de propriété qu'immobilière. C'est une conception trop étriquée. La propriété, le mot le dit, c'est tout ce que nous avons en propre, tout ce sur quoi nous exerçons une maîtrise personnelle. Immobilière ou mobilière, matérielle ou immatérielle, la propriété est le terrain spécifique de l'exercice de la liberté. En ce sens, toute atteinte à la propriété est une agression contre le propriétaire, qu'elle diminue dans son avoir et dans son être.

Les propriétaires fonciers sont en général plus sensibles et réactifs que les autres aux restrictions de leurs droits. Lors de la campagne contre la première loi sur l'aménagement du territoire, les combattants les plus engagés et les plus intraitables furent les paysans et les associations de propriétaires immobiliers.

C'est peut-être dû au fait que l'atteinte à la propriété foncière est la plus directement et la plus évidemment spoliatrice. Et c'est d'autant plus le cas quand la compétence passe au niveau fédéral, ce qui rend la spoliation à peu près irréversible.

Pensons aussi que posséder en propre un bout de territoire, si exigü soit-il, c'est satisfaire à ce désir élémentaire d'être maître du lieu où l'on vit avec sa famille. Ce souci de maîtriser personnellement une parcelle de sol est une forme de souci politique. Le mot de patrie, «terre des pères», montre bien la connexion entre les deux. Dans les régimes traditionnels, le pouvoir politique avait un fondement familial, patrimonial. Il était lui aussi héréditaire.

Il y a donc une analogie très forte, je dirais même une communauté de nature entre la libre disposition de son bien et la souveraineté politique, entre la protection de la propriété immobilière et la défense de l'autonomie législative cantonale.

Mais pour que cette analogie ne sonne pas creux, il faut que le propriétaire agisse dans la reconnaissance de deux faits sociaux essentiels. Ces deux faits apparaîtront aux yeux d'un libéral comme des réductions du droit de la propriété, comme des restrictions de type moral portées de l'extérieur. En réalité, ils font partie intégrante de la définition de la propriété immobilière. Ils lui donnent sa pleine expression.

Le premier est que la propriété immobilière n'est pas individuelle,

mais familiale. Le propriétaire du moment l'a reçue en prêt. Il est tenu, autant que c'est possible, de la transmettre à ses héritiers après l'avoir reçue de la génération précédente. Ce statut de gérant provisoire lui permet d'en user, mais pas d'en abuser, de la laisser en friche, par exemple, ou de la brader pour des motifs spéculatifs à court terme.

Le second fait est que cette propriété familiale est elle-même une partie du territoire sur lequel vit la communauté nationale. Ajoutée aux autres propriétés, elle constitue le support inaliénable d'un peuple, avec son histoire et ses traditions, ses institutions et ses lois. Elle en porte d'ailleurs les marques, notamment dans le domaine architectural.

Ainsi, la propriété foncière impose au propriétaire une solidarité nationale qui s'ajoute à la solidarité familiale et intergénérationnelle.

En d'autres termes, le propriétaire foncier a des raisons impérieuses d'observer une attitude fédéraliste non seulement en matière de propriété privée, mais en toute chose, à l'exception des rares domaines qu'il est absolument nécessaire de confier à la Confédération.

OLIVIER DELACRÉTAZ

La gauche contre

Dans *24 heures* du 6 mai dernier, M. Roger Nordmann propose, sous le titre «Un mauvais médicament et six effets secondaires», une critique pertinente de l'initiative pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple. Aux arguments que *La Nation* avait elle-même développés et que nous ne reprendrons pas ici, il ajoute une remarque qui souligne les limites de la transparence censément apportée par l'initiative et montre qu'il n'est pas facile de déterminer si tel ou tel candidat plurilingue ou proche de la frontière des langues est, oui ou non, un vrai Latin. La candidature d'Urs Schwaller a donné un avant-goût de la perversité de ce genre d'exercice.

L'Union démocratique du centre défend des causes justes et difficiles sans jamais reculer devant les critiques des bien-pensants, notamment en matière d'armée, d'indépendance et de neutralité. Nous lui avons plus d'une fois manifesté notre soutien et notre reconnaissance.

La vérité nous oblige néanmoins à dire que l'UDC reste un parti, mu par toutes sortes d'intérêts, de passions idéologiques et d'appétits particuliers qu'il lui faut satisfaire en priorité, parfois en marge du bien commun, parfois même contre lui. Cette initiative en est un exemple.

D.

A-propos

L'Arboretum d'Aubonne a coutume de proposer, outre sa présentation permanente du bois et des arbres, une exposition temporaire. Ce printemps, le thème choisi est l'eau. C'est vraiment d'actualité.

Et voici qu'arrive dans notre boîte aux lettres le prospectus du Festival Menuhin de Gstaad. Avec notamment *La Moldau*, *La Mer*, *Four Sea Interludes* de Britten, le fil conducteur des concerts, affiché en grosses lettres, c'est «Wasser». Rassurons-nous, on ne joue pas en plein air.

J.-F. C.

Pour mieux connaître notre Canton

Au moins de mai 2013, la collection «comprendre» des éditions LEP a vu naître son petit dernier: *Institutions politiques vaudoises*. Les objectifs poursuivis par le directeur de la collection, Vincent Kucholl, à savoir dire les choses simplement, de manière synthétique, faire sourire le lecteur, lui offrir un autre regard à travers les dessins de Mix & Remix et lui donner envie d'aller plus loin, sont très honorablement atteints. En réalisant ce «zoom» sur le Canton de Vaud, le journaliste Jérôme Cachin (*La Liberté*) propose au lecteur vaudois un ouvrage clair, précis et complet sur nos institutions.

Il est certain qu'une «mise à jour» sur le sujet s'imposait, après la *Brève initiation à la vie civique* de Georges-André Chevallaz¹, le cinquième volume de l'*Encyclopédie illustrée du Canton de Vaud*, dirigé par Pierre Cordey², et *L'Etat c'est nous!* de Bernard Gloor et Dominique Rouyet³, particulièrement depuis la nouvelle constitution de 2003. C'est ce qu'offre cette publication, fidèle à ses prédécesseurs dans la même collection, soulignant l'importance pour les citoyens de connaître le fonctionnement du Canton. La navigation entre

grands thèmes et petites anecdotes permet d'acquérir une connaissance sérieuse en histoire et en politique, véritable tremplin pour une démarche qui, nous le souhaitons, sera poursuivie. Un agréable moment pour le lecteur qui se laissera volontiers surprendre. On ne peut que saluer cette parution facile à lire, belle brochure où la Ligue vaudoise n'a pas été oubliée (elle est citée à trois reprises). Tant son histoire que son activité politique récente (dont son soutien à l'initiative «La parole aux communes» en 2007) sont mentionnées. Très accessible, à la fois drôle et intéressant, ce nouveau volume est à mettre entre les mains de tous.

CLAIRE-MARIE SCHERTZ

¹ Georges-André Chevallaz, *Brève initiation à la vie civique*, Lausanne, Payot, 1959 (2003), 23 p.

² *Les Institutions ou Le pouvoir chez les Vaudois*, dir. par Pierre Cordey, Lausanne, 24 heures, 1974, 269 p. (coll. Encyclopédie illustrée du Canton de Vaud, vol. 5).

³ Bernard Gloor et Dominique Rouyet, *L'Etat, c'est nous!*, [Le Mont-sur-Lausanne], L.E.P., 1989 (1998), 171 p.

Entretiens du mercredi

Ces entretiens ont lieu le mercredi à 20h00 dans nos locaux de la Place Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne. Ils sont publics. L'entrée est gratuite.

Prochain rendez-vous:

5 juin: *Remarques sur le Canton*, avec **Philippe Leuba**, Conseiller d'Etat.

Informations sur www.ligue-vaudoise.ch/mercredis

Suivez le guide

La Cathédrale pour des gens pressés

«Je fais une visite guidée gratuite!»

A deux mètres à l'intérieur de la Cathédrale, nous interpellons les visiteurs qui pénètrent dans le sanctuaire, en accentuant bien le dernier mot destiné à faire dresser l'oreille des gens.

«Je fais une visite...»! Dix fois, vingt fois peut-être, jusqu'à ce qu'un ou des visiteurs s'arrêtent, intéressés par notre offre.

«Combien de temps est-ce que ça dure?»

- Trois quarts d'heure.
- D'accord, on vous suit.»

Mais il y a tous ceux qui s'exclament:

«Trois quarts d'heure! On n'a pas le temps, on est pressé.

- Alors, de combien de temps disposez-vous?»

La réponse varie: dix ou vingt minutes, voire une demi-heure. Invariablement nous leur déclarons:

«La visite durera donc ce que vous voulez. Quand vous devrez partir ou quand vous en aurez assez, vous nous quitterez, tout simplement.»

A nous, guides, de savoir intéresser nos visiteurs de telle façon qu'ils nous suivent jusqu'au bout dans notre tour de la Cathédrale. Nous aurons aussi l'occasion de racoler au passage des visiteurs qui tendent l'oreille, se rapprochent, puis se joignent à nous.

Combien de fois, partis à deux, nous sommes-nous trouvés une quinzaine à la fin de la visite! Mais c'est vrai que nos contemporains sont pressés. On voit fréquemment des touristes entrer dans la Cathédrale, faire une ou deux photos et repartir au bout de trois minutes.

Une visite de trois quarts d'heure, c'est bien court. Quelle prétention de vouloir présenter notre Cathédrale en si peu de temps! Quand on pense aux nombreux ouvrages, solidement documentés et magnifiquement illustrés, qui ont été publiés sur notre grand monument national vaudois, on se dit que les guides devraient être à la fois archéologues, historiens, architectes, peintres-verriers et théologiens pour présenter convenablement notre Cathédrale. Nos lecteurs sont donc avertis: nous n'avons pas d'autres prétentions que d'attirer leur attention sur quelques aspects, liés à l'histoire ou à l'architecture, du monument le plus admirable du Pays de Vaud.

La Cathédrale actuelle, construite entre 1170 et 1275, est vraisemblablement le quatrième édifice élevé sur cet emplacement. Les fouilles archéologiques ont permis de retrouver quelques traces d'une construction réalisée autour de l'an 600. N'est-ce pas à cette époque que saint Marius est venu d'Avenches à Lausanne? Vers 800, à l'époque de Charlemagne, une nouvelle

église est construite. Aux environs de l'an mil, l'évêque Henri de Bourgogne fait édifier une nouvelle et plus grande cathédrale de style roman. Enfin une plus grande encore, en style gothique: c'est notre Cathédrale actuelle. S'il a fallu une centaine d'années pour construire cet édifice, il faut mentionner que deux incendies, en 1219, puis en 1235, vinrent anéantir une partie du bâtiment en construction.

Les fidèles du XIII^e siècle, qui venaient nombreux pour vénérer Notre-Dame de Lausanne et recourir à son intercession, ne trouvaient ni porche sculpté ni porte à l'entrée de la Cathédrale. Comme nous l'avons déjà signalé dans un précédent article, les portes se trouvaient plus loin à l'intérieur de l'édifice.

Dès que nous avons passé la porte actuelle, nous nous trouvons accueillis par trois statues: en haut, au centre, la Vierge Marie portant l'enfant Jésus; en dessous d'elle, à gauche, le roi Salomon, constructeur du Temple de Jérusalem; à droite la reine de Saba qui, selon l'Écriture Sainte, était venue à Jérusalem admirer l'œuvre de Salomon. Le sens théologique est clair. La Vierge Marie est la figure de l'Église, le nouveau peuple de Dieu, qui réunit en son sein les croyants issus de l'ancien peuple de Dieu (Israël) et des nations autrefois païennes appelées à connaître la Lumière du Christ.

«Ah! Mais les femmes n'ont plus ni têtes, ni mains!» s'exclament les visiteurs. En effet: la proclamation de l'Edit de réformation promulgué par LL.EE. de Berne en octobre 1536 fut suivie d'une journée de pillage et de destruction. Certains supposent que ces dames portaient des bijoux autour du cou et des poignets. La façon la plus rapide de voler, c'était de casser. Salomon, lui, ne portant pas de bijoux est resté indemne. Ce n'est pas d'aujourd'hui, Mesdames, qu'il est dangereux de porter des bijoux: on risque de se les faire arracher!

Avançons maintenant de trois ou quatre mètres: sur notre droite, nous découvrons des restes de la peinture qui décorait la Cathédrale au XIII^e siècle. Nous pouvons imaginer combien l'édifice entièrement peint devait être splendide. Au XVI^e siècle, toute la Cathédrale fut passée à la peinture grise. Était-ce le goût de l'époque? Ou bien ces couleurs vives paraissaient-elles peu compatibles avec l'austérité du culte protestant où rien ne devait distraire le regard et troubler l'audition attentive de la Parole de Dieu? Au début du XX^e siècle, on gratta la peinture grise pour retrouver, là où c'était possible, la peinture médiévale ou sinon la pierre.

ERNEST JOMINI

† Le pasteur Edouard Diserens

Décédé en avril dernier, le pasteur Edouard Diserens a exercé le ministère dans les paroisses de Crassier, Corsier, Pully (secteur de Chamblandes) et Ballens. Personnalité d'une grande envergure, il a joué un rôle important dans l'Église réformée vaudoise et dans le dialogue œcuménique.

Doté d'une vaste culture, il s'intéressait aussi bien aux arts plastiques qu'à la littérature. Il lisait régulièrement les textes des Pères de l'Église. Tandis qu'il étudiait la théologie à la Faculté universitaire de Lausanne, il est devenu membre de la société d'étudiants Valdésia. Il en a gardé de solides amitiés.

Pendant de nombreuses années, il a tenu la rubrique pastorale du samedi dans la *Gazette de Lausanne*. Ses contributions y étaient remarquables. Marcel Regamey les avait en haute estime au point de recommander aux lecteurs de *La Nation* de s'abonner à la *Gazette*!

En raison de ses connaissances en matière artistique, on lui confia la présidence de la Commission d'art religieux de l'Église réformée vaudoise. Il eut ainsi l'occasion de conseiller de

nombreuses paroisses désireuses de construire ou de rénover leurs lieux de culte. Ayant constaté qu'une bonne partie des communes ignoraient la valeur des objets de culte dont elles étaient propriétaires, il décida de faire l'inventaire de la vaisselle liturgique dans toutes les paroisses, comptant sur le dévouement obstiné d'un jeune retraité, le pasteur François Forel, qui, aidé de son épouse, passa dans chaque commune et dans chaque lieu de culte réformé du Canton. Le résultat de ce travail de bénédictin fut la magnifique exposition «Trésors d'Art religieux en Pays de Vaud» qui s'est tenue au Musée de l'Ancien Evêché en automne 1983.

Dès sa retraite, le pasteur Edouard Diserens exerça une suffragance à la Cathédrale de Lausanne où il s'est investi dans l'accueil des visiteurs de l'édifice, leur proposant, au-delà des merveilles de l'architecture, de la sculpture et de la peinture, de découvrir la foi de ceux qui nous ont laissé ce témoin inestimable de la civilisation chrétienne. Ce fut pour lui l'occasion de faire paraître aux Editions Cabédita trois petites plaquettes très érudites: *Le Portail peint* (1996), *Le Guide du Pèlerin* (1998) et *la Rose de la Cathédrale* (2000).

Disciple du pasteur Richard Paquier, fondateur d'Église et Liturgie, Edouard Diserens présida ce mouvement pendant douze ans, défendant avec fermeté la foi traditionnelle de l'Église, notamment par des lettres solidement étayées qu'il adressait au Conseil synodal. Il fut surtout un artisan persévérant du dialogue œcuménique. Les circonstances s'y prêtaient: lorsque la Curie romaine offrit à la *Gazette de Lausanne* de se faire représenter par un envoyé spécial au Concile de Vatican II, ce fut le pasteur Diserens qui y fut envoyé comme

journaliste accrédité! Il eut ainsi accès non seulement aux séances, mais aussi aux coulisses du grand rassemblement de Rome, sans oublier les contacts personnels avec d'éminentes personnalités catholiques comme le père Congar.

Edouard Diserens participa également aux travaux du Groupe des Dombes formé de théologiens catholiques et protestants qui se réunis-

saient dans la Trappe du même nom pour aborder courageusement les thèmes de divergences entre les frères séparés.

L'Église et le Pays peuvent aujourd'hui se souvenir avec reconnaissance d'un homme qui a fidèlement œuvré à la réconciliation des chrétiens en terre vaudoise.

JEAN-PIERRE TUSCHER

Les Cugnet

Une dynastie d'architectes vaudois

Si les Perregaux sont bien connus, tant par leurs réalisations (bâtiment du Grand Conseil, Hôtel de Ville de Moudon, etc.) que par les travaux de Paul Bissegger, ils ne sont pas la seule dynastie d'architectes vaudois à cheval sur le XVIII^e et le XIX^e siècle. Il y a aussi les Cugnet – originaires du Canton de Neuchâtel, comme les Perregaux – révélés au public par l'historien et généalogiste Loïc Rochat, qui vient d'y consacrer son mémoire de maîtrise.

Si les réalisations architecturales des Cugnet – des auberges communales (Prangins, Mollens), des églises (Gilly, Saint-Oyens) – ne sont pas à comparer avec celles des Perregaux, l'histoire de la dynastie Cugnet s'avère des plus intéressantes: non seulement elle s'étend sur cinq générations (contre seulement deux pour les Perregaux), mais encore elle est emblématique d'une forme d'ascension sociale, des maîtres-artisans du XVIII^e siècle aux architectes diplômés de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

L'étude de Loïc Rochat se fonde principalement sur les archives privées de la famille Cugnet: un très riche fonds de plus de deux cents pièces (plans, devis, carnets, actes notariés,

etc.) s'étendant du XVI^e au XX^e siècle, dont en particulier un livre de comptes, tenu successivement par deux membres de la dynastie, entre 1805 et 1832. Cette source permet d'entrer dans le concret des relations des Cugnet avec leurs clients et leurs fournisseurs.

Le mémoire de Loïc Rochat vient d'être publié par les éditions Alphil sous le titre «*Cugnet sera mon architecte*»¹. Il s'agit d'un livre de format A4 d'environ cent cinquante pages, illustré de nombreuses photos, honoré d'une préface de Paul Bissegger et enrichi d'un chapitre du professeur Dave Lüthi. Le texte est complété par un certain nombre d'annexes, en particulier une généalogie détaillée de la dynastie Cugnet ainsi qu'un inventaire des réalisations architecturales des Cugnet, principalement sur La Côte. Un beau livre à offrir et à s'offrir.

DENIS RAMELET

¹ Loïc Rochat, «*Cugnet sera mon architecte*», éditions Alphil, Neuchâtel, 2013. Signalons ici que la publication de ce bel ouvrage a été rendue possible grâce aux subsides de diverses fondations, au premier rang desquelles la Fondation Marcel Regamey.

LA NATION

Rédacteur responsable:
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:
Place Grand-Saint-Jean 1
Case postale 6724, 1002 Lausanne
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)
Fax 021 312 67 14

Internet: www.ligue-vaudoise.ch
Courriel: courrier@ligue-vaudoise.ch

ICM Imprimerie Carrara, Morges

Obligation de servir: la gauche oublie ses fondamentaux!

La gauche suisse est farouchement antimilitariste. Les résultats des votes, sur l'obligation de servir, des députés à l'Assemblée fédérale sont indiscutables. La gauche, extrême, verte ou socialiste, est favorable en bloc à l'abrogation de l'obligation de servir. A peine constate-t-on trois abstentions notables, dont celle de M. Eric Voruz.

Mais la gauche ne s'est-elle pas de la sorte tirée une cartouche dans le pied? C'est ce que considère M. Adrien Fontanellaz, membre du Parti socialiste et historien militaire amateur très éclairé. Il a couché ses réflexions sur le site de *Domaine Public* le 25 avril dernier¹.

Tout le monde s'accorde pour considérer que le succès de l'initiative du GSsA mènerait à moyen terme à une professionnalisation de notre armée. M. Fontanellaz entreprend donc de démontrer combien une armée professionnelle en Suisse est contradictoire avec deux conceptions fondamentales de la gauche. Nous ne pouvons que relever la grande pertinence des remarques que M. Fontanellaz adresse à ses camarades de parti et déclarer être d'accord avec celles-ci.

En premier lieu, M. Fontanellaz dénonce la privatisation de l'usage de la force publique que provoque toute professionnalisation des forces armées.

[...] En effet, la professionnalisation d'une armée engendre inévitablement, principalement pour des raisons de coût, un recentrage vers son cœur de métier; l'entraînement aux missions

de combat, et, en corollaire, une externalisation de plus en plus étendue des fonctions de soutien, pourtant indispensables au fonctionnement de l'institution. De nos jours, ce phénomène a atteint de telles proportions aux Etats-Unis que l'US Army serait par exemple incapable d'entrer en campagne sans une noria de sociétés (contractors) se répartissant de juteux contrats. Si l'exemple américain est extrême, cette logique est bel et bien à l'œuvre dans de nombreux autres pays, à commencer par la France et le Royaume-Uni. In fine, cette évolution débouche sur un véritable droit de veto octroyé par les Etats au secteur privé quant à l'usage de la force armée.

La défense est une tâche régaliennne de l'Etat – en Suisse de la Confédération. La transférer à des entités privées est une incohérence institutionnelle grave.

M. Fontanellaz dénonce dans un deuxième temps le fait qu'une armée professionnelle trouve sa base de recrutement dans les couches les plus défavorisées de la population, et montre du doigt l'hypocrisie politique que cela implique.

[...] Bref, professionnaliser une armée permet aux femmes et aux hommes politiques d'un pays d'entrer en guerre tout en limitant l'impopularité de leur décision, seule une petite fraction, en général politiquement peu active, de la population en subissant les conséquences les plus meurtrières. En effet, sociologiquement, un des principaux viviers de recrutement de militaires professionnels réside dans

les classes sociales les plus pauvres. Ce point est peu contestable et il suffit de regarder autour de soi pour se rendre compte que rares seraient les universitaires souhaitant s'engager comme simples soldats de métier à l'issue de leurs études.

S'il est bien sûr faux de dire qu'une armée professionnelle est en elle-même plus belligène qu'une armée de conscription, le coût en politique intérieure de son engagement dans des opérations lointaines est grandement abaissé, car les soldats tués, traumatisés et handicapés au cours de celles-ci proviennent plutôt des segments défavorisés de la société. [...]

La conclusion de M. Fontanellaz est sans appel. Selon lui, en cas d'acceptation de l'initiative, la gauche suisse – PS et Verts compris – portera le fardeau d'une lourde responsabilité institutionnelle et humaine.

[...] La gauche aura alors initié l'avènement d'une armée professionnelle, débouchant inévitablement sur une privatisation partielle du monopole de la violence détenu par l'Etat tout en abaissant le coût politique d'une participation à des actions armées, et en reportant le coût humain de ces dernières sur les populations les plus économiquement fragiles du pays: soit, en d'autres termes, à faire payer le plus atroce des impôts que puisse lever une collectivité, celui du sang, aux membres les plus démunis de celle-ci.

Dans son article, M. Fontanellaz ne s'en prend pas aux fondements de

l'antimilitarisme de la gauche helvétique. Il les expose sans porter de véritable jugement. Il parvient néanmoins à faire apparaître en filigrane la tension historique entre l'internationalisme pacifique et égalitaire, qui voit dans l'armée le bras de la bourgeoisie et le lieu de reproduction des inégalités sociales, et la simple nécessité de défendre la nation dont l'indépendance est indispensable à la réalisation du socialisme. Nos socialistes se souviennent-ils de Jaurès et de son *Armée nouvelle* en 1905? Dans les suites de l'Affaire Dreyfus, Jaurès proposait pour la France une organisation militaire calquée sur la Suisse.

Le GSsA – allié au PS et aux Verts – veut l'abolition de l'armée suisse. Comme le relève M. Fontanellaz, il est prêt à passer par la case «armée professionnelle» pour atteindre son but. Il fait donc fi des moyens pour se concentrer sur sa seule fin, avec les risques mis en lumière. Privilégier de manière absolue la fin sur les moyens est l'une des caractéristiques de l'idéologie; la gauche devrait le savoir depuis Camus. Nous voterons NON à l'initiative pour l'abolition de l'obligation de servir. Et nous invitons les membres des mouvements de gauche à méditer sur l'armée de milice.

FÉLICIEN MONNIER

¹ Fontanellaz Adrien, «Les effets secondaires de l'initiative du GSsA, La suppression de l'obligation de servir éloignerait l'armée du contrôle démocratique», *Domaine public*, 25 avril 2013. www.domainepublic.ch/articles/23341.

Pierre Boutang, imprécateur et dissident

Il y a tout juste cinquante ans, le 30 mai 1963, Pierre Boutang faisait salle comble au Restaurant du Major Davel, à Lausanne, avec une conférence ayant pour thème «les grandes lignes d'une résistance spirituelle au progressisme et à la révolution». Le rédacteur en chef de *La Nation française*, dissident de l'Action française, était l'hôte du groupe Uni-Action, animé par un quatuor d'étudiants dont l'anticommunisme forcément «primaire, viscéral et systématique» répondait avec insolence au «coco-progressisme» des militants réputés «conscients et organisés» du Mouvement démocratique des étudiants (MDE).

Les progressistes? Aspirant à l'universel, ils ont la conviction que l'humanité, par la marche même de l'histoire, s'en approche. De Rousseau à Hegel en passant par Fichte, la quête de l'universel conduit tout droit au marxisme et au fascisme. Cette démonstration faite, Boutang, avec sa voix de stentor, brossa un portrait psychologique de la droite et de la gauche qui n'a pas pris une ride. Un article très substantiel de Bertil Galland paru dans la *Feuille d'Avis de Lausanne* (3 juin 1963) permet d'en restituer les grandes lignes.

L'homme de droite est tragique; il sait que l'existence de la cité est menacée et que les forces de mort peuvent triompher en tout temps; avec Bernanos, il pense que la société peut se mettre en état de péché. Pour l'homme de gauche, la fin de l'individu est le mieux-être de tous et le triomphe d'une justice terrestre. Son idée est de ne pas faire honte à son prochain. Les deux positions sont admissibles et la difficulté réside dans leur conciliation.

La passion de la droite, c'est la peur, qui peut tourner à l'angoisse et

lui fait commettre parfois des bêtises; celle de la gauche, c'est la générosité, mère de beaucoup de ses naïvetés. La vertu propre à la droite est le courage, celle de la gauche la justice militante, glaive en main («périssse ma patrie plutôt que la justice!»). Le vice de la droite, c'est la lâcheté; celui de la gauche, c'est de ne s'indigner que pour certaines injustices, et s'arranger avec sa conscience pour celles qu'on choisit d'ignorer (par exemple le Goulag).

Au terme de cette typologie sans concessions, Boutang montra que la chance d'une résistance au progressisme résidait dans le nationalisme. Mais attention, pas n'importe lequel! «Le nationalisme est répugnant lorsqu'il se veut jacobin, conquérant, et qu'il prétend à l'universalité.» Pour lui, le nationalisme n'est pas empire ni puissance, mais naissance: reconnaître simplement qu'on est homme d'ici et non d'ailleurs, qui reçoit de sa patrie plus qu'il ne saurait lui donner. Ce nationalisme-là est donc humilité. Le sens de l'histoire, c'est la Croix, et l'Evangile est adressé à chacun dans son langage particulier. Le Christ, dit Dostoïevski dans *Les Possédés*, retrouvera l'homme dans son peuple. «Cette fidélité, dans la pleine conscience que sa nation ne saurait reculer toutes les grandeurs, est le seul antidote contre les rêves catastrophiques d'un empire universel.»

Quelques années plus tard, Bertil Galland fera l'éloge d'une «droite généreuse qui cherche, qui bouscule, qui rigole», trop peu connue chez nous; c'est celle de Gabriel Marcel, de Gustave Thibon, de Léon Daudet, mais aussi celle de Pierre Boutang «clamant la vérité comme la Pythie dans les flammes du côté de la rue Cadet» (24 heures, 4 juin 1974).

Dans le *Dossier H* de L'Age d'Homme (2002) consacré à Boutang quatre ans après sa mort, Vladimir Volkoff retient de lui cette formule qu'il a souvent utilisée à sa suite: «la patrie historique et charnelle». Chantal Delsol, elle, considère Boutang comme «un philosophe de la finitude, qui attache du prix à l'homme présent, avec son poids de pierre et sa médiocrité, alors que la pensée française aime surtout l'humanité future»; un philosophe professant «que l'intellectuel ne doit se vouer à rien d'autre qu'à chercher la vérité, fût-elle inconfortable, qu'il doit lui rendre témoignage, et, s'il le faut, la jeter à la figure de la société». La philosophe libérale-conservatrice lui pardonne ses «récriminations entêtées contre la démocratie» et son «irréductible platonisme», persuadée qu'il a planté les jalons

d'une anthropologie politique. Elle voit surtout en lui un authentique dissident: ne défend-il pas la réalité en perte de vue? Ne prend-il pas «la défense de la figure et de la détermination humaines, brisées par l'idéologie»? Ne se bat-il pas «pour la survie d'une réalité raturée, parce qu'il sait que, sans elle, l'humanité, loin de se régénérer, mourra tout simplement»?

Un très éclairant *Boutang* publié chez Pardès (F-77880 Grez-sur-Loing) par un de ses anciens élèves, Axel Tisserand, vient aujourd'hui compléter le monumental dossier de L'Age d'Homme. C'est une immersion en forme d'hommage dans l'œuvre d'un écrivain, philosophe et métaphysicien réputée difficile, mais qui mérite amplement le détour.

JEAN-PHILIPPE CHENAUX

Votations du 9 juin 2013

Modification de la Constitution visant à modifier l'attribution des compétences en matière de contrôle de la validité des initiatives cantonales:

OUI

Modification de la Constitution cantonale visant à prolonger le délai de récolte des signatures en cas de référendum facultatif:

OUI

Modification de la Constitution cantonale visant à changer la durée de vacance au Conseil d'Etat:

OUI

Modification de la Constitution cantonale visant à réorganiser la Cour des comptes:

OUI

Initiative populaire «Election du Conseil fédéral par le peuple»:

NON

Modifications urgentes de la loi fédérale sur l'asile:

NON

L'Homo communicans ou la disparition du corps

L'Américaine Sherry Turkle est sociologue et psychologue. Elle dirige le département consacré à l'étude de la technologie au Massachusetts Institute of Technology. Enthousiaste des nouvelles technologies à ses débuts, elle est aujourd'hui l'une de leurs meilleures critiques. Depuis le milieu des années nonante, elle mène des enquêtes dans le but de mieux connaître le comportement des gens en relation avec l'utilisation de l'Internet, des courriels, des textos, des smartphones, des iPhones, des réseaux sociaux et des robots. Dans son nouveau livre intitulé *Seuls ensemble* (*Alone together*)¹, elle présente des exemples provenant de nombreux entretiens qu'elle a faits avec ses patients de tous âges, enfants, adolescents ou encore adultes.

Telle mère qui allaite son bébé en même temps qu'elle envoie des textos sur son portable; tel jeune qui après avoir perdu son iPhone confie que c'est comme si quelqu'un était mort, comme s'il n'avait plus sa tête; telle vieille dame qui durant un enterrement ne peut pas s'empêcher d'envoyer des textos, ne supportant pas de ne pas pouvoir utiliser son portable; tel autre jeune homme qui se sent rejeté lorsqu'il remarque que l'ami avec lequel il téléphone est en même temps connecté sur Facebook et en train d'écrire des textos alors qu'il a besoin de son attention entière, etc.

Ces comportements sont certes extrêmes voire pathologiques, et relèvent souvent d'un trouble narcissique de la personnalité, mais Turkle nous dit que

ce ne sont pas des cas isolés. Selon elle, ils sont au contraire symptomatiques d'un changement fondamental de la société. De son propos, contentons-nous de retenir ici deux points. Premièrement, en établissant un rapport d'affectivité et d'intimité entre l'homme et la machine, les nouvelles techniques vont au-delà de leur simple utilité. De manière insidieuse, toujours selon Turkle, on nous prépare à nous confier à des robots, autrement dit à des machines dénuées de sentiment. La simulation deviendra plus réelle que la réalité car elle sera parfaite, sans obstacles, sans résistance; elle ne s'opposera jamais à nos désirs. Il s'agit de réduire le contact humain, les rencontres sociales qui par définition sont difficilement maîtrisables car imprévisibles, lors desquelles on doit se livrer davantage ou encore réagir dans l'imédiat.

Deuxièmement, des réseaux sociaux comme Facebook ou Myspace favorisent le culte du partage qui, en fait, est ici une forme d'exhibition. Ce besoin irrésistible que Turkle observe chez beaucoup de jeunes de partager directement le moindre sentiment, la moindre pensée qui leur passe par la tête avec les internautes, cette masse anonyme, est révélateur d'un comportement compulsif. Et la sociologue d'en conclure que l'usage incessant de ces gadgets de communication virtuelle, au lieu de nous ouvrir au monde, selon l'expression stéréotypée des gauchistes, nous isole. Il nous fait perdre la capacité d'être seuls avec nous-mêmes et d'être aussi réellement avec les autres.

Ce constat fait écho à celui de Robert Redeker qui écrit dans *Egobody*²: «L'intériorité, loin d'être un principe de transparence, est quelque chose d'insupportable à la société de la communication, un vecteur d'opacité.» En effet, elle permet à l'homme d'être seul avec lui-même, de se *déconnecter* du monde pour réfléchir, se ressourcer, se réorienter. Elle est aussi indispensable à notre conscience qu'à notre inspiration.

Pour Redeker, l'effacement du contact humain réel – Turkle parle des couples qui passent beaucoup de temps ensemble, mais sur Facebook – va de pair avec l'effacement du corps. L'homme de demain sera virtuel. Il sera aussi artificiel. Grâce aux biotechnologies, l'unité corporelle naturelle sera largement remplacée par ce que le philosophe français appelle «l'homme bricolé», à savoir un homme portant des prothèses et des cellules qui se régénèrent à l'infini, repoussant ainsi la vieillesse et la mort. Pour lui, ce n'est pas une fiction. Au contraire, cette évolution sera la conséquence directe de la rupture complète avec l'homme ancien, qui était conscient de la disparition du corps et de la survie de l'âme, dont il voit déjà les symptômes aujourd'hui: «Nuit et jour, le mental de l'homme contemporain est occupé par les prothèses vidéo-musicales: CD, DVD, écrans plats, écrans plasma, lecteurs MP3 et MP4, Palm et BlackBerry, téléphones portables, smartphones, baladeurs musicaux vissés aux oreilles, ne cessent de déverser en lui, en flux continu, les productions des industries du divertissement.»

Redeker montre avec brio en quoi l'informatique n'est pas un simple outil comme certains cherchent à nous faire croire afin de minimiser les vrais enjeux, mais une technique qui véhicule une

idéologie nouvelle. Elle s'appelle la communication, à savoir «une société dans laquelle l'information circule sans aucun obstacle ni perte». Accessibilité immédiate et permanente dans un espace sans limite entre des émetteurs/récepteurs, de purs esprits, considérés comme égaux.

En détachant la pensée de son support biologique, le cerveau de l'homme, la cybernétique a posé les fondements de l'intelligence artificielle. Avec l'âge numérique, on passe à l'étape suivante: l'homme se transforme en un être immatériel, le numérique étant précisément la technique qui permet l'indépendance de son support mécanique. A l'avenir, l'acte de penser sera transféré sur d'autres supports que le cerveau humain. L'intelligence artificielle, cette pensée sans corps et sans âme, sera fondée dans le principe égalitaire non seulement du déni de différences de culture, de langue et de race – ce mot sera d'ailleurs banni du vocabulaire et le prononcer passible de sanction pénale – mais aussi dans le déni biologique. A l'aide de mutations génétiques, les cerveaux seront tous égaux, mi-organiques mi-artificiels. Il n'y aura plus de faibles ni de tarés. Toute forme de frustration sociale et même biologique sera éliminée tout comme la douleur physique et psychique.

Dans cette nouvelle société anti-humaine, l'homme sans corps ne connaîtra plus la souffrance physique ni spirituelle.

Mais connaître la souffrance, c'est devenir homme.

LARS KLAWONN

Revue de presse

Du cassis au kilowatt?

Dans *Le Matin Dimanche* du 5 mai, D. S. Miéville revient sur le fiasco du «Cassis-de-Dijon»:

[...] On a dépensé une énergie considérable pour introduire une mesure dont on attendait monts et merveilles mais qui a si peu d'effets que l'on peut à bon droit conclure qu'elle ne sert à rien.

[...] Il y a tout de même un domaine où l'on pourrait réaliser des économies visibles, suggère un parlementaire: les six fonctionnaires chargés de l'administration du Cassis-de-Dijon.

La responsable de ce «coup» foudroyant est Doris Leuthard, alors chef du Département de l'économie.

Passée depuis à la tête du Département des transports, de l'énergie et de la communication, elle est à l'origine de la «Stratégie énergétique 2050». Un nouveau «coup»? Et à quel prix?

Ph. R.

L'éclairage des mots

Ce titre du *Matin Dimanche* du 26 mai:

Doris Leuthard illumine Lausanne de son sourire.

Avant de l'obscurcir avec sa «Stratégie énergétique 2050»? Ce n'est pas aujourd'hui, mais dans quelques lustres, que nous aurons besoin de cette lumière.

Ph. R.

On n'y croit plus

«Les élections ne changent rien. Et si elles changeaient quelque chose, ils les interdiraient...». Ce graffiti découvert sur un mur de Sofia a inspiré les réflexions du politologue bulgare Ivan Krastev dont l'activité s'exerce à Sofia et à Vienne. Ses propos ont été

recueillis par M. Patrick Vallélian dans *L'Hebdo* du 23 mai («La défiance vis-à-vis de la démocratie grandit»):

[...] Il n'y a jamais eu dans l'histoire autant de démocratie dans le monde. [...] Et pourtant la défiance vis-à-vis de la démocratie grandit de jour en jour. La démocratisation de la société n'a pas mené à une plus grande confiance dans les institutions démocratiques. Mais à l'inverse.

Analysez les taux de participation aux différentes élections et aux différents votes en Europe, notamment. Ils sont en baisse. Tout comme la confiance dans les gouvernements et les politiciens. En 2012, un sondage Gallup plaçait les membres du Congrès américain en avant-dernière position dans un classement de la confiance. Juste devant les vendeurs de voitures. Se dire politicien en Bulgarie revient à passer pour un paria, un voleur ou un corrompu. C'est très mal vu. Du coup les meilleurs s'absentent. [...] Seuls 18% des Grecs pensent que leur vote peut changer quelque chose à la crise que traverse leur pays [...]. Les citoyens ne croient plus que le système politique va vraiment répondre aux questions qu'ils se posent et qu'ils posent. Ils se désintéressent de la démocratie parce qu'ils ont l'impression qu'elle se désintéresse d'eux et qu'ils ont perdu leur pouvoir d'influencer le système [...].

Les peuples se rendent compte qu'ils ne sont pas réellement représentés par les partis. Camouflant des intérêts particuliers sous une couche d'idéologie, ces féodalités se disputent ou se partagent le pouvoir et ses avantages. Mais qui se soucie encore de l'intérêt général du pays?

E. J.

Le Coin du Ronchon

Littérature. Manifestations. Pluie

Et c'est ainsi qu'Allah est grand. Telle était la chute quasiment invariable – quel que soit le sujet traité et sans qu'on sache très bien la raison de cette fantaisie – des chroniques que le regretté Alexandre Vialatte publiait dans les années soixante. Le célèbre Auvergnat semble connaître aujourd'hui un regain de popularité auprès des jeunes gens qui, en Grande-Bretagne, en France, en Syrie aussi, poignent, égorgent et dépècent en pleine rue des soldats et autres représentants des autorités, et concluent à chaque fois leur geste en citant la fameuse phrase. Les gouvernements britannique et français ayant affirmé haut et fort que les actes en question n'ont absolument aucun rapport avec l'islam, nous en déduisons qu'il s'agit d'une allusion purement littéraire; nous nous réjouissons de voir nos concitoyens «issus de la diversité» (expression signifiant qu'ils viennent tous du même continent) manifester un tel intérêt pour un écrivain de la France profonde.

* * *

A propos de *manifestes* et de *France profonde*, on ne peut s'empêcher d'évoquer ici la nouveauté que représentent les énormes rassemblements qui, au cours de ces derniers mois, ont envahi à plusieurs reprises les rues de Paris. Qui eût cru qu'il restât tant de gens «de droite» en France, que ceux-ci pussent défiler ensemble pour une

même cause, et que certains d'entre eux en arrivassent même à se battre avec les forces de police? Les CRS français, qui n'avaient jamais affronté jusqu'ici que des soixante-huitards, des syndicalistes, des fonctionnaires, des casseurs anarchistes, ou encore les disciples de Vialatte évoqués plus haut, se trouvent désormais face à des militants de droite, voire à des casseurs de droite.

On pourrait bien sûr se gausser d'un éventuel jumelage entre la France et la Biélorussie, où les forces de police reçoivent les mêmes instructions pour mâter les opposants au régime; mais la comparaison s'arrêterait là, le président Lukachenko ayant publiquement déclaré qu'il «n'aimait pas» les gens que le président Hollande souhaite marier.

Plus sérieusement, ces événements posent un cas de conscience lorsqu'on est «de droite» et que, consubstantiellement, on respecte l'ordre public et l'autorité de l'uniforme. Mais que faire quand les forces de l'ordre défendent un désordre public? Qu'aurait-on fait en Europe de l'Est en 1989, lorsque la rue se soulevait contre les régimes communistes? Il y a là des questions difficiles.

* * *

Pendant ce temps, les Suisses se plaignent qu'il pleut et qu'il fait froid.

LE RONCHON